PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien fonctionnaire qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

Un officier de police turc licencié, à qui l'on avait diagnostiqué un cancer à un stade avancé, est décédé après que les autorités ont retardé sa libération de prison malgré son état critique, ce qui a suscité l'indignation et mis en lumière les préoccupations actuelles concernant le traitement inadéquat des détenus gravement malades et les conditions difficiles auxquelles sont confrontés les prisonniers politiques.

A Bingöl, Sinan Çıtak, qui faisait l'objet d'un ordre de détention, aurait été abattu par la police lors d'une prétendue tentative d'évasion alors qu'il était placé en garde à vue.

L'ancien policier Oğuz Doğan, démis de ses fonctions publiques en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen, s'est suicidé, mettant en lumière les difficultés persistantes des anciens fonctionnaires en Turquie, qui font face à des interdictions d'emploi, des restrictions de voyage et des notes de sécurité sociale qui dissuadent l'embauche dans le secteur privé.

À Antalya, 12 personnes, dont 8 membres de l'organisation Halkevleri, ont été arrêtées lors de perquisitions, prétendument en raison de slogans et de chansons interprétés lors des célébrations du 1er mai.

L'éminent défenseur des droits de l'homme Nimet Tanrıkulu, membre fondateur de l'Association des droits de l'homme, a été arrêté lors d'opérations de police menées à l'échelle nationale le 26 novembre 2024, visant des militants, des maires et des journalistes.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Un récent rapport publié par la Fédération italienne des droits de l'homme (FIDU) soulève des préoccupations concernant le traitement des mineurs en Turquie dans le cadre d'un procès très médiatisé et critique les pratiques judiciaires du pays, en particulier l'application des lois antiterroristes.

Au cours des manifestations contre la destitution des co-maires de Mardin, Batman et du district Halfeti d'Urfa, la police a fait une descente au domicile de Mehmet Erol, membre du conseil municipal de Batman, et l'a soumis, ainsi que sa famille, à des violences physiques. Son fils, Medeni Erol, qui souffre d'un handicap mental de 70%, aurait été torturé avec des chiens policiers, les laissant tous deux blessés, et Medeni a été placé en détention.

Depuis 2021, le ministère turc de la Justice a refusé la libération conditionnelle à plus de 8 521 détenus, les critiques affirmant que les prisonniers politiques sont touchés de manière disproportionnée par ces décisions.

Le journaliste Erdoğan Alayumat a été soumis à une fouille à nu à la Direction provinciale de la sécurité d'Istanbul à la suite de sa détention le 25 novembre 2024, dans le cadre d'une enquête sur le « terrorisme », malgré ses objections et son affirmation que la procédure violait les droits de l'homme.

Les activistes queer azerbaïdjanais Ali Malikov et Parvin Alakbarova ont été victimes de violences policières et détenus lors d'une manifestation à Istanbul le 25 novembre, et risquent d'être expulsés.

Dans le district d'Altındağ à Ankara, au moins 10 enfants auraient été soumis à des violences physiques par des agents de sécurité dans le parc Peyami Tepe pour avoir allumé un feu ; sept d'entre eux ont été placés en détention pour avoir résisté à des agents publics, tandis que trois ont obtenu des rapports médicaux attestant des mauvais traitements subis.

Fatma Zozan Bor, une artiste kurde, a déclaré avoir été fouillée à nu et harcelée verbalement et physiquement par la police après avoir été arrêtée lors d'une exposition d'art dans le sud-est de la Turquie.

Emine Güçlüer, emprisonnée en Turquie avec son enfant en bas âge en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen, fait face à des besoins non satisfaits en prison, ce qui a incité le député Ömer Faruk Gergerlioğlu à demander sa libération.

Un agent de sécurité de la gare ferroviaire de Sirkeci, à Istanbul, tire sur un passager et le blesse à la suite d'une dispute.

Le parquet de Suruç a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'engager des poursuites dans le cadre d'une plainte pour torture, mauvais traitements pendant la détention le 2 mars 2023 et fouille à nu à la prison de type T n° 2 d'Urfa le 5 mars 2024, impliquant Adle Samur, 64 ans, en invoquant l'absence de preuves concrètes pour donner suite aux accusations de mauvaise conduite et de torture.

Malgré ses multiples problèmes de santé, Melek İpek, 78 ans, a été hospitalisée peu après le début de sa peine de prison pour des liens présumés avec Gülen, mais elle a été ramenée en prison après avoir été soignée.

Un tribunal turc a arbitrairement refusé la libération conditionnelle à l'ancien enseignant Talip Ekmekçi, emprisonné depuis 2018 pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, citant des preuves insuffisantes de sa dissociation du groupe.

Mehmet Başaran, un prisonnier du centre de détention de type F n°1 de Tekirdağ, a subi une crise cardiaque et a été hospitalisé en soins intensifs pendant trois jours. Malgré son état critique, il a été renvoyé en prison sans que sa famille n'en soit informée.

CONDITIONS CARCÉRALES / REFUS DE SOINS MEDICAUX

Des rapports ont révélé des violations des droits à la prison de type S d'Antalya, y compris le refus d'activités sociales et sportives malgré leur rôle dans l'évaluation de la « bonne conduite », ce qui entraîne des retards dans les libérations. Les prisonniers sont confinés 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, font l'objet de menaces de la part du directeur de la prison, de restrictions sur les documents imprimés et de mesures disciplinaires en cas de plaintes, le petit déjeuner étant apparemment servi la nuit.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois de novembre, les procureurs ont ordonné l'arrestation d'au moins 574 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

Douze anciens officiers de police turcs, précédemment révoqués par décret gouvernemental (KHK), ont été arrêtés dans le cadre d'une opération arbitraire visant des individus accusés de liens avec le mouvement Gülen.

Melek İpek, 78 ans, mère de l'homme d'affaires en exil Akın İpek, a été arrêtée à Ankara pour purger une peine de six ans pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. Sa famille a été confrontée à des saisies de biens et à des emprisonnements, y compris la peine de 79 ans de son frère, dans un contexte où la Turquie est accusée de recourir à des « châtiments familiaux » contre les dissidents.

REPRESSION À L'EGARD DES KURDES

Le ministère de l'Intérieur turc a démis de leurs fonctions trois maires du sud-est à majorité kurde, les accusant de liens avec le terrorisme. Des administrateurs ont été nommés à leur place, une décision critiquée dans le cadre d'une répression plus large contre les politiciens pro-kurdes.

À Istanbul, 20 personnes, dont le maire d'Esenyurt, Ahmet Özer, élu par le CHP, et la chanteuse de Koma Hevra, Zeynep Doğan, sont arrêtées lors de descentes à leur domicile pour « appartenance à une organisation terroriste ».

Les procureurs ont lancé une enquête sur le co-président du parti DEM et législateur Tuncer Bakırhan et le président de la province de Mardin Mehmet Mihdi Tunç, co-président du DBP pro-kurde, pour leurs remarques critiquant la révocation des maires élus par le gouvernement turc.

A la suite d'une descente de police au bureau d'Istanbul Esenyurt du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (Parti DEM), les co-présidents de district Rojda Yılmaz et Abdullah Arınan ont été arrêtés au poste de police où ils s'étaient rendus pour faire leur déposition.

Les autorités turques ont arrêté 231 personnes, dont des maires, des journalistes et des activistes, lors de raids antiterroristes nationaux visant les Kurdes pour leurs liens présumés avec des organisations terroristes.

Le co-maire du district de Kayapınar, Cengiz Dündar, a été arrêté lors d'opérations de police à Diyarbakır, qui visaient également des membres du syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science (Eğitim-Sen).

Dix-sept personnes, dont des politiciens, des journalistes, des avocats et des militants des droits de l'homme qui faisaient partie des 231 personnes détenues en début de semaine en raison de leurs liens présumés avec des organisations terroristes, ont été renvoyées devant un tribunal en vue de leur arrestation.

Ayvaz Hazır, co-maire de Bahçesaray dans la province de Van, a été condamné à trois ans et onze mois de prison pour avoir prétendument commis des crimes au nom d'une organisation terroriste sans en être membre.

Le co-maire de Dersim, Birsen Orhan, a été arrêté pour violation de la loi sur les réunions et les manifestations et pour avoir résisté à des fonctionnaires, ce qui suscite des inquiétudes quant à la répression croissante à l'encontre des politiciens locaux en Turquie.

Les tribunaux turcs ont condamné trois maires kurdes à des peines de prison pour des accusations de terrorisme. Mehmet Sıddık Akış, le co-maire évincé de Hakkari, a été condamné à neuf ans de prison pour avoir « commis des crimes au nom d'une organisation terroriste » et violé les lois sur les manifestations publiques. Cevdet Konak, co-maire de Dersim, et Mustafa Sarıgül, maire d'Ovacık dans la province de Tunceli, ont chacun été condamnés à six ans et trois mois pour « appartenance à une organisation terroriste ».

Azime Bozkurt, distributeur de Yeni Yaşam, un journal pro-kurde connu pour ses reportages détaillés sur les conséquences des actions du gouvernement turc dans les régions kurdes, est arrêté à Tunceli pour « propagande pour une organisation ».

Ali Çeven est arrêté en raison de ses déclarations sur la question kurde faites lors d'un entretien dans la rue, au cours duquel il aurait subi des violences physiques de la part de la police, qui lui auraient infligé des blessures.

La préfecture de Van a annoncé une interdiction de 10 jours, du 12 au 21 novembre, des activités telles que les protestations, les marches, les réunions publiques ou en salle, les déclarations à la presse, les sit-in, les enquêtes, l'installation de tentes ou de stands, les campagnes de signatures et la distribution de tracts ou de brochures. L'interdiction restreint également l'entrée et la sortie des personnes jugées susceptibles de participer à ces événements.

Les préfectures de Mardin et de Batman ont annoncé une interdiction de 10 jours, du 14 au 24 novembre, de tous les rassemblements en plein air, réunions, marches, déclarations à la presse, grèves de la faim, sit-ins, montages de tentes, activités de drones, enquêtes, distribution de tracts ou de brochures, et suspension de bannières. L'interdiction restreint également l'entrée et la sortie des personnes jugées susceptibles de participer à ces activités.

DROITS DES FEMMES

Au moins 32 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 26 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

À Istanbul, certains propriétaires sont accusés d'exploiter les réfugiés en exigeant des loyers initiaux élevés et en orchestrant leur expulsion pour conserver l'argent, comme le montre le cas d'un propriétaire d'entreprise iranien.

Trois ressortissants étrangers détenus lors des manifestations du 25 novembre à Istanbul restent dans un centre de renvoi, risquant d'être expulsés malgré les appels à leur libération.

À Geçitvermez, un village du district de Başkale à Van, près de la frontière iranienne, les corps de trois réfugiés - dont on pense qu'il s'agit de membres d'une même famille, y compris un enfant - ont été retrouvés morts de froid, probablement en raison des conditions hivernales rigoureuses.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Des groupes de défense des droits ont demandé au parlement turc de rejeter une proposition d'amendement criminalisant la divulgation d'informations considérées comme nuisibles aux opérations de renseignement étrangères, avertissant que cela représente une menace sérieuse pour la liberté de la presse et le droit du public à l'information.

Une femme de 73 ans a été condamnée à une amende pour avoir prétendument insulté l'ancienne députée de l'AKP Ravza Kavakçı Kan dans un commentaire sur Facebook concernant des allégations de plagiat concernant la thèse de doctorat de Kan.

Human Rights Watch a condamné les amendements proposés à la loi turque contre l'espionnage, avertissant que des définitions vagues pourraient criminaliser le travail des journalistes, des défenseurs des droits humains et des membres de la société civile.

À Istanbul, le rédacteur en chef de HalkTV, Dinçer Gökçe, le rédacteur en chef de Gazete Pencere, Nilay Can, et l'avocate İrem Çiçek sont arrêtés par le parquet général de Bakırköy pour « outrage à un agent public », « calomnie », « insulte aux autorités judiciaires » et « diffusion d'informations trompeuses » après avoir rapporté et partagé des allégations selon lesquelles le procureur chargé de l'affaire du « gang de nouveau-nés » avait été écarté.

À Istanbul, huit personnes ont été arrêtées lors de perquisitions à la suite de publications sur les médias sociaux liées à la mort de l'érudit islamique Fethullah Gülen.

Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK) a imposé une amende au site d'information Bursada Bugün à la suite de remarques faites par la présentatrice Aysın Komitgan, qui a exprimé ses condoléances pour la mort de l'érudit turco-islamique Fethullah Gülen au cours d'une émission en direct.

Le journaliste Furkan Karabay a été arrêté en Turquie en raison de ses reportages et de ses messages sur les réseaux sociaux critiquant la prise de contrôle par le gouvernement des municipalités des régions à majorité kurde.

Barbaros Şansal, l'un des créateurs de mode les plus célèbres de Turquie et critique déclaré du président turc Recep Tayyip Erdoğan, a été brièvement détenu à Istanbul pour avoir tenu des propos critiques à l'égard du gouvernement turc lors d'une émission sur YouTube en 2019.

Le Conseil suprême de la radio et de la télévision de Turquie (RTÜK) a imposé des sanctions à 11 chaînes de télévision, dont Halk TV, Flash Haber, Tele 1 et Sözcü TV, citant des violations telles que la diffusion de contenus jugés contraires aux valeurs nationales et morales.

Dans le cadre d'une enquête menée par le bureau du procureur général d'Eskişehir, la police a effectué des perquisitions dans quatre provinces - Istanbul, Diyarbakır, Ankara et Batman - qui ont abouti à la détention d'au moins 13 personnes, dont des journalistes, des directeurs et des employés de presse.

La liberté de la presse en Turquie a continué de s'éroder au troisième trimestre 2024, avec 81 journalistes poursuivis, 17 détenus, une escalade des mesures de censure et une répression continue des médias indépendants.

L'article de presse de Diken intitulé « Décision « illégale » du tribunal : interdiction d'accès aux « profiteurs dans la municipalité de l'AKP » », qui reprenait les déclarations du professeur. Dr. Yaman Akdeniz a été interdit d'accès sur décision du juge pénal de Midyat.

Nasuh Mahruki, cofondateur de l'Association turque de recherche et de sauvetage (AKUT), a été arrêté pour avoir prétendument diffusé des informations trompeuses et insulté les autorités judiciaires par le biais de messages sur les médias sociaux.

La loi turque sur la désinformation, confirmée en 2023, a donné lieu à 4 590 enquêtes, emprisonné 33 personnes, ciblé 56 journalistes dans 66 affaires et suscité des critiques internationales pour avoir étouffé la liberté d'expression, le pays se classant 158e dans le Classement mondial de la liberté de la presse 2024.

Le journaliste Gökhan Özbek a été brièvement détenu à Ankara jeudi en raison d'une peine de prison qui lui a été infligée pour avoir critiqué un acte d'accusation contre l'homme d'affaires emprisonné Osman Kavala.

La Cour suprême d'appel de Turquie a confirmé la condamnation à près de deux ans de prison d'une journaliste, Beritan Canözer, dans le sud-est de la Turquie, reconnue coupable d'avoir diffusé de la propagande terroriste dans ses articles et ses messages sur les médias sociaux.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

Les préfectures de Mardin, Şırnak, Diyarbakır, Van, Ağrı, Şanlıurfa et Batman ont annoncé l'interdiction de tous les rassemblements et activités publics potentiels, y compris les déclarations de presse, les assemblées, les marches, les grèves de la faim, les sit-in, les

rassemblements, l'installation de stands ou de tentes, la distribution de tracts ou de brochures, et l'accrochage d'affiches ou de bannières, ainsi que des restrictions à l'entrée et à la sortie des personnes susceptibles de participer à ces événements, en vigueur pendant 2 à 10 jours à compter du 4 novembre 2024.

Lors de manifestations contre la nomination par le ministère de l'intérieur d'administrateurs dans les municipalités affiliées au CHP et au DEM, 37 personnes ont été arrêtées sur les 358 détenues.

Le 20 novembre 2024, la police est intervenue lors d'une marche et d'un communiqué de presse prévus au Kolej Metro d'Ankara pour la journée de commémoration des transgenres, détenant 4 personnes, dont un avocat.

La police d'Istanbul a arrêté 169 manifestants qui demandaient des mesures pour mettre fin à la violence contre les femmes lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Le 20 novembre 2024, lors d'une déclaration de presse organisée devant le palais de justice d'Istanbul Çağlayan, plaidant pour la fermeture des prisons de type Y et S, la police est intervenue et a détenu une personne nommée Ferdi Sarıkaya.

La police intervient lors d'une déclaration à la presse devant le palais de justice de Çağlayan à Istanbul, où un appel est lancé en faveur de la fermeture des prisons de type Y et S, ce qui entraîne l'arrestation de quatre personnes.

La préfecture de Şanlıurfa annonce une interdiction de deux jours, à compter du 31 octobre 2024, de toutes les activités de plein air dans la province, y compris les rassemblements, les marches, les déclarations à la presse, les grèves de la faim, les sit-in, les rassemblements, l'installation de stands ou de tentes, la distribution de tracts/brochures et l'accrochage d'affiches/banderoles, ainsi que la restriction de l'entrée dans la province pour les personnes ayant l'intention de participer à de telles activités.

Un officier de police turc licencié, à qui l'on avait diagnostiqué un cancer à un stade avancé, est décédé après que les autorités ont retardé sa libération de prison malgré son état critique, ce qui a suscité l'indignation et mis en lumière les préoccupations actuelles concernant le traitement inadéquat des détenus gravement malades et les conditions difficiles auxquelles sont confrontés les prisonniers politiques.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

Nacho Sánchez Amor, rapporteur du Parlement européen sur la Turquie, a vivement critiqué le gouvernement turc pour avoir poursuivi des jeunes filles de 14 ans pour terrorisme.

Les arrêts de la CEDH ne sont toujours pas appliqués en Turquie, en particulier l'arrêt Yalçınkaya, qui pourrait avoir un impact sur plus de 100 000 personnes jugées injustement, comme le souligne le rapport 2024 de la Commission européenne sur la détérioration des normes démocratiques et de l'État de droit en Turquie.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a ordonné à la Turquie de verser des dommages et intérêts à 468 personnes, jugeant que leur détention à la suite d'une tentative de coup d'État ratée en juillet 2016 était « illégale » en raison de l'absence de « soupçon raisonnable ».

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) notifie à Ankara 1 000 nouvelles requêtes découlant de cinq affaires inscrites au rôle et liées à des condamnations de membres du mouvement Gülen suite à l'utilisation de l'application pour smartphone ByLock.

Le Conseil de l'Europe a fermement condamné la destitution par la Turquie de maires élus dans le sud-est à majorité kurde, qualifiant cette mesure d'affront aux principes démocratiques et à l'autonomie locale, et exhortant les autorités turques à respecter la volonté des électeurs et à faire prévaloir l'Etat de droit.

Ahmet Özer, le maire révoqué du district d'Esenyurt à Istanbul, fait l'objet d'une nouvelle enquête par le bureau du procureur général d'Istanbul sur des accusations de « financement du terrorisme » suite à son arrestation le 30 octobre 2024.

Le 20 novembre 2024, des résumés de procédures visant à lever l'immunité parlementaire ont été déposés à la Grande Assemblée nationale de Turquie pour Ayten Kordu, Cengiz Çiçek, Ömer Faruk Gergerlioğlu, Yılmaz Hun, Nejla Demir (Parti DEM) ; Tuncay Özkan, Özgür Karabat, Turan Taşkın Özer, Türkan Elçi, Süleyman Bülbül (CHP) ; Bülent Kaya (Parti Saadet) ; et Cemal Enginyurt (Indépendant).

Deux maires de l'opposition dans l'est de la Turquie ont été démis de leurs fonctions après avoir été condamnés pour « terrorisme » en raison de leur appartenance à un groupe militant kurde interdit, a déclaré le ministre de l'intérieur.

Le gouvernement turc a cherché à lever l'immunité de cinq législateurs de l'opposition, dont les représentants du parti pro-kurde Démocratie et égalité du peuple (parti DEM) Cengiz Çandar, Sabahat Erdoğan Sarıtaş et Salihe Aydeniz, ainsi que Burak Akburak, du parti d'opposition nationaliste Bon parti (parti İYİ) et le député indépendant Yüksel Arslan.

Les autorités turques exploiteraient les liens présumés avec le mouvement Gülen pour exercer un contrôle sur le système judiciaire, en utilisant les accusations pour faire pression sur les juges et les procureurs, ce qui compromet encore davantage l'indépendance de la justice.

Şahismail Göyük, représentant élu du village de Burmadere dans le district de Damal à Ardahan, a été démis de ses fonctions après avoir plaidé en faveur de l'égalité des droits civiques pour les Alévis et critiqué l'approche du gouvernement à l'égard des cemevis. Le directeur de l'administration spéciale du district, Yasin Zorlu, qui serait affilié au Parti du mouvement nationaliste (MHP), a été nommé administrateur à sa place.

Le ministère turc de l'intérieur a démis Ayvaz Hazır, le co-maire de Bahçesaray dans la province de Van, de ses fonctions suite à sa condamnation à trois ans et onze mois de prison pour avoir « commis des crimes au nom d'une organisation terroriste sans en être membre », nommant le gouverneur du district Harun Arslanargun comme tuteur à sa place.

Un candidat à un poste en Turquie, qui avait obtenu la meilleure note à un examen de recrutement mais avait été rejeté de manière controversée au cours de la procédure d'entretien, s'est suicidé, suscitant l'indignation face aux allégations de favoritisme et de pratiques d'embauche déloyales dans la fonction publique.

Ahmet Özer, le maire de l'opposition d'Esenyurt, à Istanbul, est remplacé par le gouverneur adjoint d'Istanbul, Can Aksoy, après l'arrestation d'Özer pour des accusations liées au terrorisme, marquant ainsi la deuxième nomination d'un administrateur de ce type depuis les élections locales du 31 mars.

Ahmet Özer, maire du quartier d'Esenyurt à Istanbul, membre du principal parti d'opposition turc, le Parti républicain du peuple (CHP), a été arrêté à son domicile tôt le matin lors d'une descente qu'il soupçonnait d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un parti interdit de défense des droits de l'homme.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

Le Comité des Nations unies contre la torture (CAT) a déterminé que la décision de la Suède d'expulser un ressortissant turc affilié au mouvement Gülen vers le Kosovo violerait la Convention contre la torture, citant le risque de sa restitution ultérieure à la Turquie et de son exposition potentielle à la torture.

Des procureurs fédéraux allemands ont inculpé un ressortissant turc d'espionnage, alléguant qu'il avait espionné un groupe de ressortissants turcs ayant fui la répression politique initiée par le président turc Recep Tayyip Erdoğan et qu'il avait fourni des informations sur eux à l'Organisation nationale du renseignement de la Turquie (MİT).